



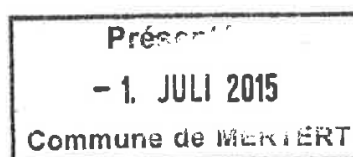
LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère du Développement durable  
et des Infrastructures

Département de l'environnement

Luxembourg, le **29 JUIN 2015**

Administration communale de Mertert  
B.P 4  
**L-6601 Mertert**

N/Réf: 80368/PP  
Dossier suivi par Philippe Peters  
Tél : 2478 6827  
Email : philippe.peters@mev.etat.lu



**Concerne : Plan d'aménagement général de la commune de Mertert - Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (avis article 6.3)**

Par votre courrier du 2 janvier 2014 vous m'avez saisi pour avis de l'évaluation environnementale stratégique (EES), ceci conformément aux dispositions de l'article 6.3 de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement en relation avec le nouveau plan d'aménagement général (PAG) de votre commune. Le dossier en question a été élaboré par le bureau d'études Luxplan et comprend, à côté du rapport de la première phase de l'EES (dite « Umwelterheblichkeitsprüfung » - UEP), également deux « screening » réalisés en vertu de l'article 12 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

En guise d'introduction, il me tient à cœur de rappeler l'importance de l'EES pour l'élaboration du nouveau PAG. En effet, l'instrument de l'EES constitue un outil d'aide à la décision précieux pour les autorités communales et la population, mais également pour les autorités nationales ayant des compétences en matière d'aménagement communal. Lors des différentes étapes du processus de l'EES, avec au centre l'élaboration d'un rapport environnemental, l'impact potentiel du PAG sur l'environnement est évalué de manière transparente et des mesures concrètes sont élaborées pour guider la finalisation du projet de PAG.

Etant donné que le PAG constitue l'instrument principal de l'aménagement du territoire communal et que ses dispositions auront un impact à moyen et long terme sur l'organisation du territoire communal, il est important que la nouvelle génération de PAG intègre au mieux les exigences environnementales à un stade suffisamment précoce.

Avec l'EES, dont le cadre juridique et la méthodologie reposent sur la transposition en droit national de la directive européenne 2001/42/CE, les autorités communales disposent dorénavant d'un instrument d'évaluation et de consultation approprié dont l'application correcte promouvra non seulement la qualité environnementale du futur PAG, mais surtout sa mise en œuvre plus fluide, dans la mesure que d'éventuels problèmes environnementaux, voire juridiques, ont pu être résolus déjà lors de la phase d'élaboration.

Pour aboutir au résultat escompté, le processus de l'EES comprend plusieurs étapes qu'il importe de respecter lors de l'élaboration du PAG et qui sont brièvement résumées ci-dessous :

- analyse sommaire des incidences environnementales (phase 1 du rapport environnemental) / premier avis des autorités compétentes en matière d'environnement sur le degré de détail et l'ampleur du rapport précité (article 6 de la loi précitée) ;
- analyse détaillée, recommandations et finalisation du rapport environnemental (phase 2) (article 5) ;
- enquête publique / avis des autorités compétentes en matière d'environnement (deuxième avis) (article 7) ;
- information du public après l'adoption définitive du PAG par les autorités nationales (article 10).

Je vous fais parvenir par la suite le premier avis du Département de l'Environnement qui comprend des remarques à caractère général ainsi que des remarques plus spécifiques sur les sujets à approfondir et les zones analysées. Conformément à l'article 6.3 de la prédite loi modifiée de 2008, l'avis porte sur l'ampleur et le degré de précision des informations que le rapport environnemental devra contenir, et ceci bien évidemment sans préjudice des remarques à formuler par les autres autorités compétentes.

Etant conscient que l'élaboration du PAG et de l'EES est une tâche complexe et avec le souci d'une bonne coordination entre l'Etat et les communes, je vous invite à prendre contact avec mes collaborateurs pour recevoir, en cas de besoin, tout renseignement ou explication complémentaire, notamment lorsque certains propos plus amplement développés ci-après vous apparaîtront « techniques ».

[...]

## **Mertert**

- M1 : Comme déjà évoqué, il importe de vérifier la délimitation de la zone et d'adapter, le cas échéant, le « screening » y relatif. A côté des aspects mentionnés à juste titre par l'UEP, il est nécessaire de traiter en phase 2 également d'éventuels conflits avec la zone inondable (HQ extrême) le long de la Syre et de se prononcer sur l'organisation spatiale de la zone (volume des bâtiments, emplacement des bâtiments,...), pour ne pas entraver la circulation de l'air frais le long de la plaine alluviale. A cela s'ajoute la nécessité de développer, dans le respect du chemin existant, des mesures d'aménagement paysager circonstanciées, notamment du côté ouest, pour assurer un aménagement écologique de la zone de transition vers la Syre et la zone protégée communautaire, de même qu'au nord de la zone vers le paysage ouvert de la vallée de la Syre, constituant un élément remarquable du paysage de la commune de Mertert. Si, d'un côté, la délimitation de la surface en tant que zone d'activités économiques à cet endroit à l'entrée de la commune, marquée par des activités économiques existantes, est compréhensible, il importe, d'un autre côté, d'être conscient de la sensibilité du site dans la vallée de la Syre. De ce fait, il est le rapport environnemental doit être mis à profit non seulement pour la fixation de mesures paysagères au niveau du PAG, mais également pour développer pour le site en question un manuel écologique définissant d'une manière précise les principes d'un aménagement écologique à appliquer lors de la réalisation de la zone.

[...]